

Loïc PEYEN

Né le 28 novembre 1989 à Saint-Pierre (La Réunion, France)

Marié, deux enfants



MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN DROIT PUBLIC

Université Toulouse Capitole

Membre de l'Institut des Études Juridiques de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Environnement (EA 1919)

Membre associé du Centre de Recherche Juridique (EA 14)

*Université Toulouse Capitole,
2 rue du Doyen Gabriel Marty, 31000 Toulouse
Manufacture des tabacs, Bureau MS 114*

loic.peyen@ut-capitole.fr

I.- FONCTIONS

- 2018 – ... **Maître de conférences en droit public**, Univ. Toulouse Capitole
2017 – 2018 **Chargé d'enseignement vacataire**, Univ. La Réunion
2015 – 2017 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche**, Univ. La Réunion
2012 – 2015 **Chargé d'enseignement vacataire**, Univ. La Réunion

II.- FORMATION

- 2018 **Qualification aux fonctions de maître de conférences**, CNU, Section 02 (Droit public)
- 2017 **Doctorat en Droit public**, Univ. La Réunion
Thèse : « Droit et biopiraterie. Contribution à l'étude du partage des ressources naturelles »
Soutenance le 30 mai 2017 à l'Université Toulouse 1 Capitole
Jury : Pr. É. NAIM-GESBERT, Univ. Toulouse 1 Capitole (dir.) ; Pr. P. STEICHEN, Univ. Côte d'Azur (prés.) ; Pr. Ph. BILLET, Univ. Lyon 3 (rapp.) ; Pr. J. SOHNLE, Univ. Lorraine (rapp.) ; Pr. J.-M. SOREL, Univ. Paris 1
Mention : Proposition pour un prix de thèse et autorisation de publication en l'état.
Publication : LGDJ, Coll. « Bibliothèque de droit de l'urbanisme et de l'environnement », t. 14, 2018.
Signalements : *RJE*, 1/2018, p. 207 ; *AFDI*, vol. 64, 2018, p. 839.
- 2012 **Master 2 Droit Public – Territoires, Risques et Action Publique**, Univ. La Réunion
Mention Bien – Major de promotion.
Mémoire : « Biopiraterie et droit » – Dir. : Pr. É. NAIM-GESBERT
Prix spécial du Concours des mémoires de la Revue Juridique de l'Océan Indien.
- 2011 **Master 1 Droit Public – Territoires, Risques et Action Publique**, Univ. La Réunion
Mention Bien – Vice Major de promotion.
- 2010 **Diplôme universitaire du Collège de droit, 3^e année**, Univ. La Réunion
Mention Assez bien.
- 2010 **Licence en Droit**, Univ. La Réunion
- 2007 **Baccalauréat Scientifique Option Sciences de la Vie et de la Terre**, Lycée Pierre Poivre
Mention Bien.

III.- ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Charte constitutionnelle de l'environnement : M2 Droit de l'environnement, CM, 2023-2024

Contentieux administratif : M1 Droit privé, CM, 2020-2023

Contentieux administratifs spéciaux : M1 Droit public, TD, 2015-2016

Droit administratif général : L2 Droit, TD, 2014-2017 ; L2 AES, TD, 2015-2017 ; IEJ – Préparation CRFPA, CM, 2018-2020

Droit constitutionnel : L1 Droit, TD, 2012-2014

Droit de l'environnement : M1 Droit des affaires-Juriste d'entreprise, CM, 2021-2024 ; M2 Droit de l'immobilier, CM, 2022-2024

Droit de l'urbanisme : M1 Droit public, Conf. méth., 2017-2021

Droit des collectivités territoriales : M1 Droit public, Conf. méth., 2018-2020

Droit des ressources naturelles : M2 Droit de l'environnement, CM, 2019-2024

Droit général de l'environnement : M1 Droit public, Conf. méth., 2020-2024

Droit international et européen de l'environnement : M1 Droit public, Conf. méth., 2020-2023

Droit public des affaires/Droit public économique : L3 Droit, CM, 2021-2023 ; L3 AES, CM, 2021-2023 ; L3 Droit, TD, 2016-2017

Droit public des biens : L3 Droit, TD, 2015-2018

Logique et méthodes juridiques : L1 Droit, TD, 2013-2014

Méthodologie : M2 Droit de l'environnement, CM, 2017-2018

Organisation administrative : IEJ – Préparation Greffes, CM, 2023-2024

Politique européenne de l'environnement : DE Droit de l'Union européenne, CM, 2021-2023

Sustainable management and evaluation of ecosystems : M2 Economics and Ecology, CM, 2021-2023

IV.- ACTIVITÉS DE RECHERCHE

A.- ORGANISATION

- 2021** Colloque, « Les objectifs du droit de l'urbanisme », Univ. Toulouse 1 Capitole [avec C. GUEYDAN]
- 2015** Journée d'études, « L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ? », Univ. La Réunion [avec O. DUPÉRÉ]
- 2013** Journée d'études, « Figures de la protection de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires », Univ. La Réunion [avec É. NAIM-GESBERT et R. RADIGUET]

B.- COMMUNICATIONS

- 01/12/23** « L'obligation de remise en état des sites », Colloque « Quelle(s) évolution(s) pour l'urbanisme commercial depuis la loi Royer ? », Univ. Bordeaux
- 23/11/23** « Existe-t-il un droit à un environnement sûr ? », Colloque « L'insécurité environnementale », Univ. Toulouse Capitole
- 25/10/23** « L'exploitation industrielle des ressources halieutiques et son impact sur la pêche traditionnelle », Colloque « Communautés locales, océan et territoires », INU Champollion-Institut Supérieur de Management de Dakar
- 12/10/23** « La performance énergétique des bâtiments publics », Colloque « Gestion du patrimoine immobilier public et transition écologique », INU Champollion

- 12/07/23** « The protection of air quality in France », Erasmus+ Blended Intensive Program « Environmental law and policy. Origins and domestic, comparative and European principles » (5-14 juillet 2023), Univ. of Naples Federico II
- 12/06/23** « L'accès à la justice au travers du prisme de la biopiraterie », Colloque « Regards croisés sur le droit d'accès des peuples et communautés autochtones à la justice environnementale », Univ. Lyon 3 – Jean Moulin
- 01/06/23** « Le rôle des acteurs privés : l'implication des entreprises dans la protection de l'environnement », Colloque « Les sources internationales, européennes et nationales face aux défis environnementaux », Univ. Toulouse Capitole
- 10/05/23** « Cohérence dans l'action environnementale », Colloque « Cohérence et ordres juridiques », Univ. Poitiers
- 12/04/23** « L'incidence du droit des brevets sur la biodiversité », Conférence « Urgences écologiques : quel rôle pour la propriété industrielle ? », Univ. Strasbourg
- 12/01/23** Participation à la table-ronde relative à « Politiques publiques, économie circulaire, recyclage... Comment changer la donne ? », Colloque « Biodiversité et pollutions plastiques. Des impacts aux solutions », Observatoire océanologique de Banyuls
- 16/12/22** « Le droit de préemption des fonds de commerce artisanaux, des baux commerciaux et des terrains assiette d'un projet d'aménagement commercial », Colloque « La Relance Économique par le Droit de l'Urbanisme après la Crise de la Covid-19 », Univ. Toulouse Capitole
- 25/11/22** « La restauration des milieux aquatiques », Colloque « Eau(x) au sein de l'Union européenne. Eau(x) et Outre-mer », Univ. Bordeaux
- 21/10/22** « L'organisation des usages dans les espaces protégés par le droit de l'environnement », Colloque « La diversité des usages en mer et sur le littoral saisie par le droit », Univ. Bretagne Occidentale
- 16/09/22** « Enjeux climatiques et transports durables », Colloque « Changements climatiques, dérèglements juridiques ? », Univ. La Réunion
- 28/06/22** « L'introduction de nouvelles entités artificielles dans l'environnement (la pollution) », Colloque « Le droit français aux prises avec les limites planétaires », Univ. Lille
- 28/04/22** « L'exploitation des ressources de la Zone internationale des fonds marins », Colloque « Commerce transnational et industries extractives : entre singularité et pérennité d'un modèle », Univ. Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines
- 14/04/22** « L'appréhension juridique du plastique », Colloque « Passer d'une économie linéaire à une économie circulaire : quelle(s) gestion(s) des déchets sur le territoire de La Réunion ? », Univ. La Réunion
- 10/12/21** « Les îles dans les politiques publiques environnementales européennes », Journée d'études « Les territoires insulaires et l'Union européenne : quelles options pour une meilleure intégration ? », Univ. Bordeaux
- 08/12/21** « Droit des risques naturels et protection de l'environnement : entrelacs et entrecroisements », Colloque « La résilience des territoires exposés aux risques naturels », Univ. Clermont Auvergne [intervention en ligne]
- 19/11/21** « La divergence des objectifs », Colloque « Les objectifs du droit de l'urbanisme », Univ. Toulouse 1 Capitole
- 28/10/21** « Les patrimoines communs et le droit de l'environnement », Colloque annuel de la SFDE, « Le(s) commun(s) en droit de l'environnement : droit des *communs*, droit *commun* et droit *hors du commun* », Univ. Bordeaux

- 18/06/21** « L'action européenne en faveur de l'économie circulaire », Colloque « Les politiques publiques internes de l'Union européenne à l'épreuve de la législature 2019-2024. Unis dans l'adversité : une Europe qui protège ? », Univ. Toulouse 1 Capitole
- 05/05/21** « Y a-t-il une identité environnementale de l'Union ? », Colloque « L'Union européenne et ses États membres, entre identité et souveraineté », Univ. Toulouse 1 Capitole
- 10/12/20** « Pour la reconnaissance d'un droit d'accès à la Nature », Colloque « Journée internationale des droits de l'homme », Chaire d'excellence Normandie pour la paix [en ligne]
- 12/12/19** « L'approche régionale, exemple de l'océan Indien », Colloque « Le transport maritime et la protection de la biodiversité », Univ. Bretagne Occidentale
- 28,29/11/19** « Petite histoire de la biopiraterie : de la colonisation à demain » ; « La contractualisation : peu de bien et pas mal de maux ? » ; Participation à la table-ronde relative à « La biodiversité, un bien commun », Colloque « Titiller le Protocole de Nagoya », Museum d'Histoire naturelle de Toulouse
- 14/10/19** « Rights of Nature in the Pacific region : considerations from the New Caledonian Case », Colloque « Rights of Nature : Opening the Academic Debate in the European Legal Context », Univ. Toulouse 1 Capitole
- 20/02/19** Participation à la conférence relative à « La Fabrique de l'Affaire du siècle », Univ. Toulouse 1 Capitole
- 24/01/19** Présidence de la table-ronde relative à « La révolution sans frontières des déchets », Colloque « (R-) Évolution du droit des déchets », Univ. Toulouse 1 Capitole
- 27/11/18** « La traçabilité des ressources », Colloque « Ressources biologiques : recherche-développement, sécurité juridique et partages d'expériences », Univ. Polynésie française
- 20/04/18** Participation à la table-ronde relative à « Vulnérabilité, risques naturels, aménagement du territoire et politique de la ville », Colloque « Vulnérabilité et droits fondamentaux », Univ. La Réunion
- 20/02/18** Participation à la table-ronde relative à « La biopiraterie et la protection de la biodiversité », Colloque « Droit privé de l'environnement », Univ. La Réunion
- 23/10/17** « Le devoir de protection de l'environnement : tous artisans de la paix ? », Colloque « Artisans de la paix et passeurs », Univ. La Réunion
- 14/11/16** « La démocratie locale en matière d'adaptation aux changements climatiques », Colloque « L'adaptation aux changements climatiques « de bas en haut » : Quelles traductions juridiques à La Réunion ? », Univ. La Réunion
- 28/01/16** « Propos introductifs. Intégration et droit de l'environnement », Journée d'études « L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ? », Univ. La Réunion
- 21/05/15** « Droit et naturalité : *hakuna matata* ! », Journée d'études « Droit et dessins animés », Univ. La Réunion
- 31/10/14** « Réflexions sur la technique de tarification progressive du service public de l'eau potable », Colloque « Droit, Économie et Gestion de l'Eau dans la Zone Océan Indien », Univ. La Réunion
- 25/08/14** « Domanialité et gestion des sentiers de randonnée », Journée d'études « Le droit de la diagonale des fous. Grand Raid et Droit », Univ. La Réunion
- 12/12/13** « La crise requin et le droit », Journée d'études « Figures de la protection de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires », Univ. La Réunion

C.- PUBLICATIONS

1.- OUVRAGES

1. L. PEYEN, *Droit et biopiraterie. Contribution à l'étude du partage des ressources naturelles*, LGDJ, Coll. « Bibliothèque de droit de l'urbanisme et de l'environnement », t. 14, 2018.
2. O. DUPÉRE et L. PEYEN (dir.), *L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, PUAM, Collection « Droit[s] de l'environnement », 2017.
3. É. NAIM-GESBERT, L. PEYEN et R. RADIGUET (dir.), *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires*, PUAM, Collection « Droit d'Outre-mer », 2015.

2.- ARTICLES

4. « Loi « Industrie verte » : le vert est dans le nom... », *JCP A*, 2024, à paraître.
5. « L'effectivité limitée de l'accès à la justice des communautés autochtones et locales en matière de biopiraterie », in *Rapport final de l'étude sur le droit d'accès des peuples et communautés autochtones à la justice environnementale*, V. CHIU (dir.), 2024, à paraître.
6. « La cohérence de l'action environnementale de l'Union européenne : verre à moitié plein ou verre à moitié vide ? », in *Cohérence et ordres juridiques*, F. HERVOUËT et F. RASSU (dir.), Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2024, à paraître.
7. « La protection des paysages d'outre-mer : le droit au service de la carte postale ? », in *La protection juridique du paysage*, C. BORIES, P.-A. COLLOT et É. NAIM-GESBERT (dir.), Mare & Martin, 2024, à paraître.
8. « L'appréhension des usages dans les aires marines protégées », in *La diversité des usages en mer et sur le littoral saisie par le droit*, N. BOILLET et G. GUEGUEN-HALLOUËT (dir.), Pedone, 2024, à paraître.
9. « La Zone internationale des fonds marins et ses ressources : l'exploitation du patrimoine commun de l'humanité », in *Commerce transnational et industries extractives*, B. LOPEZ (dir.), IFJD, 2024, à paraître.
10. « L'introduction de nouvelles entités artificielles dans l'environnement (la pollution) : une limite invisible, mais bien présente », in *Le droit français aux prises avec les limites planétaires*, M. DREYFUS (dir.), Mare & Martin, 2024, à paraître.
11. « Les savoirs traditionnels associés aux ressources génétiques : une protection qui file entre les droits », *Cahiers de la propriété intellectuelle*, vol. 35, n° 3, 2023, p. 503-525.
12. « Les ressources génétiques marines hors juridiction, enfin patrimoine commun de l'humanité ? », *Journal du droit international « Clunet »*, oct.-nov.-déc. 2023, p. 1225-1245.
13. « Reconstruire facilement et rapidement après les violences urbaines : une « urgence républicaine » », *JCP A*, n° 42, 23 octobre 2023, 2320, p. 30-32.
14. « Changement climatique et (in)sécurité alimentaire dans l'Union européenne », in *Les vingt ans du règlement sur la législation et la sécurité alimentaire dans l'Union européenne. Bilan et perspectives*, N. DE GROVE-VALDEYRON et M. FRIANT-PERROT (dir.), Bruylant, 2023, p. 157-168.
15. « Transport et climat : le train des réformes roule-t-il sur les bons rails ? », in *Changements climatiques, dérèglements juridiques ?*, C. POMART et O. DUPÉRE (dir.), IFJD, 2023, p. 197-211.
16. « Urbanisme et construction dans la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables : une stratégie foncière calquée au sol, ou claquée au sol ? », *JCP A*, n° 16, 24 avril 2023, 2131, p. 18-26.
17. « Droit des risques naturels et protection de l'environnement : entrelacs et entrecrochets », in *La résilience des territoires exposés aux risques naturels. Le droit à l'épreuve des risques*, F. CAFARELLI (dir.), Mare & Martin, 2023, p. 199-206.

18. « La gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans les départements et régions d'outre-mer », *RJE*, n° 1, 2023, p. 45-54.
19. « Les patrimoines communs en droit de l'environnement », *RJE*, n° s., 2022, p. 279-287.
20. Entrées « Outre-mer » et « Ressource naturelle », in *Dictionnaire juridique du changement climatique*, M. TORRE-SCHAUB, A. JÉZÉQUEL, B. LORMETEAU et A. MICHELOT (dir.), Mare & Martin, 2022, p. 389-390 et p. 487-488.
21. « La divergence des objectifs du droit de l'urbanisme », *Dr. et ville*, n° 93, 2022, p. 75-90.
22. « Les îles dans la politique environnementale européenne : semblables, mais différentes », *Revue de l'Union européenne*, n° 660, juil.-août 2022, p. 422-427.
23. « *Greenwashing* et allégations de neutralité carbone dans les décrets du 13 avril 2022. Après le pas en arrière, deux pas en avant ? », *JCP A*, n° 21, 30 mai 2022, 2169, p. 29-32.
24. « La protection de la mer Méditerranée : l'approche régionale et le défi de l'effectivité », in *La mer Méditerranée. Changement climatique et ressources durables*, M.-L. DEMEESTER et V. MERCIER (dir.), PUAM, 2022, p. 71-84.
25. « Le droit des sites outre-mer : droit des sites ultramarins ou droit(s) ultramarin(s) des sites ? », in *La protection des sites et monuments naturels : retour sur la loi du 2 mai 1930*, J.-M. FÉVRIER, É. NAIM-GESBERT et R. RADIGUET (dir.), Mare & Martin, 2022, p. 35-42.
26. « Du droit des déchets au droit de l'économie circulaire dans l'Union européenne », *Revue de l'Union européenne*, n° 655, févr. 2022, p. 97-100.
27. « La dimension culturelle des droits de la nature. Réflexions à partir de la région Pacifique », *Dr. env.*, n° 307, janv. 2022, p. 21-27.
28. « Loi « Climat et résilience » : les énergies renouvelables dans le vent », *DUA*, n° 50, janv. 2022, p. 37-43.
29. Entrées « Biopiraterie », « Cyclones », « Requins » et « Terres australes et antarctiques françaises », in *Dictionnaire juridique des outre-mer*, G. GIRAUDEAU et M. MAISONNEUVE (dir.), LexisNexis, 2021, p. 60-64, 134-136, 466-470 et 520-522.
30. « La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire : loi contre le plastique ou loi en carton ? », in *Du droit des déchets au droit de l'économie circulaire. Regards sur la loi du 10 février 2020*, M. BOUL et R. RADIGUET (dir.), IFJD, 2021, p. 75-89.
31. « La publicité, l'argument environnemental et la loi Climat et Résilience : halte au *greenwashing* ? », *JCP A*, n° 38-39, 20 sept. 2021, 2277, p. 24-28.
32. « Errance animale et co-errance du droit », *Journal du Droit Administratif*, 2021, art. 370 [en ligne : <http://www.journal-du-droit-administratif.fr/errance-animale-et-co-errance-du-droit/>].
33. « Y a-t-il une identité environnementale de l'Union européenne ? », *Revue générale du droit* on line, 2021, n° 57822 [en ligne : www.revuegeneraledudroit.eu/?p=57822].
34. « Transport maritime et protection de la biodiversité dans l'océan Indien : un pour tous, tous pour un ? », in *Le transport maritime et la protection de la biodiversité*, N. BOILLET et B. QUEFFELEC (dir.), A. Pedone, 2021, p. 81-96.
35. « La biopiraterie, le droit et les valeurs. À propos des fondements idéologiques du partage des ressources », in *La nature en partage. Autour du protocole de Nagoya*, C. AUBERTIN et A. NIVART (dir.), IRD-MNHN, 2021, p. 101-123 ; également paru en version anglaise : « Biopiracy, the law and values. On the ideological basis for resource sharing », in *Nature in Common. Beyond the Nagoya Protocol*, C. AUBERTIN et A. NIVART (dir.), IRD-MNHN, 2021, p. 97-118.
36. « L'accès à la nature en temps de crise sanitaire : l'émergence d'un droit », *Dr. et ville*, n° 91, 2021, p. 211-224.
37. « Le conséquentialisme environnemental », *Dr. env.*, n° 297, févr. 2021, p. 58-63.

38. « Les collectivités territoriales d'outre-mer et l'élaboration des normes environnementales », in *Les collectivités territoriales et la protection de l'environnement*, L. JANICOT (dir.), Berger-Levrault, 2021, p. 17-32.
39. « L'hypothèse de la disparition d'un parc national », *RJE*, 4/2020, p. 681-685.
40. « La traçabilité des ressources », in *La biodiversité partagée*, E. GINDRE et A. DE RAULIN (dir.), L'Harmattan, 2020, p. 111-122.
41. « Zone agricole et protection de l'environnement : laquelle emporte le PLU ? », *Dr. et ville*, n° 89, 2020, p. 53-71.
42. « L'Union européenne et la protection des communautés autochtones : le bilan en demi-teinte du règlement (UE) n° 511/2014 relatif au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation », in *Peuples autochtones et intégrations régionales. Pour une durabilité repensée des ressources naturelles et de la biodiversité ?*, N. HERVÉ-FOURNEREAU et S. THÉRIAULT (dir.), PUR, 2020, p. 281-303.
43. « La biopiraterie a-t-elle encore un avenir en France ? À propos du dispositif résultant de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages », *Revue générale du droit* on line, 2019, n° 49545 [en ligne : www.revuegeneraledudroit.eu/?p=49545].
44. « « Abattez, vous êtes filmés. » À propos du décret n° 2019-379 du 26 avril 2019 relatif à l'expérimentation de dispositif de contrôle par vidéo en abattoir », *Dr. rur.*, n° 476, oct. 2019, comm. 108, p. 48-49.
45. « Des risques et des hommes : droits et vulnérabilité(s) en matière de gestion des risques naturels », *RDLF*, 2019, chron. n° 18 [en ligne : <http://www.revuedlf.com/droit-fondamentaux/dossier/vulnerabilite-et-mobilite-des-personnes/>].
46. « Des droits et devoirs du promeneur en forêt, ou quand le chant des si règne... », in *L'Arbre, l'Homme & le(s) droit(s)*, M. TOUZEIL-DIVINA (dir.), L'Építoge, 2019, p. 291-300.
47. « Transports et outre-mer : durabilité et dures réalités », in *Transports et développement durable*, É. NAIM-GESBERT et S. MOUTON (dir.), PUAM, 2018, p. 175-186.
48. « La pollution plastique », *Énergie-Env.-Infrastr.*, n° 11, nov. 2018, p. 10-15.
49. « Le devoir de protection de l'environnement : tous artisans de la paix ? », in *Artisans de la paix et passeurs*, S. GEOFFROY (dir.), Michel Houdiard, 2018, p. 115-137.
50. « La question démographique, l'environnement et le droit : regards sur un tabou », *Dr. env.*, n° 270, sept. 2018, p. 294-300.
51. « L'exploitation des ressources génétiques marines au-delà des juridictions : vers un nouvel horizon ? », in *Wealth and miseries of the oceans : Conservation, Ressources and Borders – Richesses et misères des océans : Conservation, Ressources et frontières*, P. CHAUMETTE (dir.), Bilbao, Gomylex, 2018, p. 117-136.
52. « La responsabilité de l'État du fait de l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature : l'arrêt *Association pour le développement de l'aquaculture en région Centre et a.*, quinze ans après », *RJE*, 2/2018, p. 229-241 [avec É. NAIM-GESBERT].
53. « Pour une véritable éthique financière : le renforcement de la Cour de discipline budgétaire et financière », *Gestion et fin. pub.*, n° 6, nov.-déc. 2017, p. 25-34.
54. « Considérations générales sur l'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit », in *L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, O. DUPÉRÉ et L. PEYEN (dir.), PUAM, 2017, p. 13-24.
55. « La démocratie locale en matière d'adaptation au changement climatique », in *Rapport final du projet OMERAD – L'adaptation au changement climatique outre-mer : approche intégrée du territoire à La Réunion*, A.-S. TABAU (dir.), Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, 2017 ; également paru in *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion*, A.-S. TABAU (dir.), Confluence des droits, DICE, 2018, p. 63-76.

56. « Le service de distribution de l'eau potable et la tarification progressive sociale : une approche systémique », in *Droit, Économie et Gestion de l'Eau dans la zone océan Indien et au-delà... Regards croisés*, D. LEPELLEY et M. PAUL (dir.), Oeconomia, 2016, p. 391-412.
57. « Les moyens de preuve de la nécessité des mesures prises par l'autorité de police durant l'état d'urgence : la fin ne justifie pas les moyens », *Journal du Droit Administratif*, 2016, art. 34 [en ligne : <http://www.journal-du-droit-administratif.fr/?p=231>].
58. « Le risque requin, le droit et la société : scolies sur l'encadrement d'un risque naturel », *Dr. adm.*, n° 1, janv. 2016, p. 17-20.
59. « La protection des populations autochtones et de leurs savoirs par les bases de données : mythe ou réalité ? », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 38, 2015, p. 55-71.
60. « Ville et environnement », *RJE*, n° spécial, 2015, p. 117-130.
61. « Par-delà le kaléidoscope juridique : la pratique de la randonnée entre voies et itinéraires », *RJOI*, n° 20, 2015, p. 43-55.
62. « Droit de l'environnement et développement économique », in *Les Chroniques de l'OMIJ*, n° 6, *L'environnement au secours du développement économique et social*, C. KROLIK et S. NADAUD (dir.), PULIM, 2015, p. 29-43.
63. « Le « risque requin » et le droit », in *Figures de la protection de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires*, É. NAIM-GESBERT, L. PEYEN et R. RADIGUET (dir.), PUAM, 2015, p. 119-134.
64. « Le droit des espèces exotiques envahissantes ou la difficile protection de l'équilibre écologique », *Dr. env.*, n° 229, déc. 2014, p. 433-441.
65. « Essai d'une approche épistémologique du seuil en droit de l'environnement », in *Révolution scientifique, révolution juridique : vers une fondamentalisation du droit de l'environnement ?*, P. MILON et D. SAMSON (dir.), PUAM, 2014, p. 133-152.
66. « Propriété et nature. Essai sur la Biopiraterie », *RJOI*, n° 19, 2014, p. 19-53.
67. « De l'esprit des lois à l'esprit des lieux : la Charte du Parc National de La Réunion, un véritable projet pour le milieu », *Dr. env.*, n° 221, mars 2014, p. 114-117.

3.- NOTES DE JURISPRUDENCE

68. « Les générations futures et le droit à un environnement équilibré et respectueux de la santé : bénéficiaires, mais pas titulaires », note sous Cons. constit., 27 oct. 2023, *Assoc. Meuse nature environnement et a.*, n° 2023-1066 QPC, *JCP A*, 2024, à paraître.
69. « Pollution par les produits phytopharmaceutiques : l'État doit prendre le sol au sérieux », note sous TA Paris, 29 juin 2023, *Assoc. Notre affaire à tous et a.*, n° 2200534/4-1, *JCP A*, n° 49, 11 déc. 2023, 2374, p. 30-34.
70. « Capture des cétacés dans le golfe de Gascogne : c'est assez ! », note sous CE, 20 mars 2023, *Assoc. FNE et a.*, n° 449788, *AJDA*, n° 24, 2023, p. 1296-1300.
71. « Validée, la clause-filet passe entre les mailles », note sous CE, 20 janv. 2023, *Assoc. FNE et a.*, n° 464129, *JCP A*, n° 25, 26 juin 2023, 2207, p. 24-26.
72. « Néonicotinoïdes : le juge européen au secours des abeilles », note sous CJUE, 19 janv. 2023, *Pesticide Action Network Europe ASBL et a.*, aff. C-162/21, *Énergie-Env.-Infrastr.*, n° 3, mars 2023, p. 33-35.
73. « Emballage plastique des fruits et légumes : le Conseil d'État remballé », note sous CE, 9 déc. 2022, *Synd. Alliance Plasturgie et Composites du futur (Plastalliance) et a.*, n° 458440, *JCP A*, n° 8, 27 févr. 2023, 2077, p. 35-37.
74. « Pollution de l'air : l'astreinte qui valait 30 millions », note sous CE, 17 oct. 2022, *Assoc. Les amis de la Terre France et a.*, n° 428409, *JCP A*, n° 49, 12 déc. 2022, 2339, p. 20-24.

75. « Anticiper par voie de circulaire une norme environnementale, c'est possible ! », note sous CE, 16 mai 2022, *Féd. nationale de vente et services automatiques*, n° 445265, *RJE*, n° 3, 2022, p. 657-663.
76. « Obligations des communes en matière de raccordement au réseau public d'eau potable : dire, c'est faire ! », note sous CE, 26 janv. 2021, n° 431494, *AJDA*, n° 17, 2021, p. 981-984.
77. « En quête de l'article L. 114-2 du code de la sécurité intérieure », note sous CE, avis, 10 juin 2020, n° 435379, *AJDA*, n° 41, 2020, p. 2387-2391.
78. « *Xylella fastidiosa* : que l'olivier ne meure ! », note sous TA Bastia, 4 juill. 2019, *Synd. interprofessionnel des oléiculteurs de Corse*, n° 1700574, *AJDA*, n° 3, 2020, p. 176-181.
79. « Affaire des paillotes de l'Hermitage, épilogue sur fond de domanialité publique », note sous TA de La Réunion, 31 oct. 2018, n° 1800629, n° 1800630, n° 1800631, n° 1800632, n° 1800633 et TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SARL Réunion plage*, n° 1800392 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SAS Côtes Ouest*, n° 1800481 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SAS Côtes Ouest*, n° 1800612 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. M. C.*, n° 1800613 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. M. E.*, n° 1800614 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SARL L'Hacienda*, n° 1800615 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SARL La Mama*, n° 1800616 ; TA de La Réunion, 31 oct. 2018, *Préfet de La Réunion c. La SARL Réunion Plage*, n° 1800617, *RJOI*, n° 26, 2019, p. 496-501.
80. « Limitation de la vaisselle jetable : le Conseil d'État ne remet pas les couverts », note sous CE, 28 déc. 2018, *Sté Dopla et a.*, n° 404792, *AJDA*, n° 13, 2019, p. 765-770.
81. « Par-delà l'égalité : l'octroi de mer et le développement des outre-mer », note sous Cons. constit., 7 déc. 2018, *Sté Long Horn International et a.*, n° 2018-750/751 QPC, *Dr. fisc.*, n° 51-52, 20 déc. 2018, p. 52-58.
82. « Des travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques », note sous CE, 5 oct. 2018, *Sté Edilys*, n° 410590, *Gaz. Pal.*, n° 41, 27 nov. 2018, p. 25-27.
83. « De la nécessité de préserver l'obscurité de la nuit », note sous CE, 28 mars 2018, *France Nature Environnement et a.*, n° 408974, *JCP A*, n° 16, 23 avr. 2018, act. 384, p. 2-3.
84. « Le juge des référés et les delphinariums : il faut sauver Willy ! », note sous CE, ord., 1^{er} août 2017, *Sté Marineland et a.*, n° 412211, *AJDA*, n° 37, 2017, p. 2152-2155.
85. « Principe de personnalité des peines et solidarité fiscale des époux : pour le meilleur et pour le pire », note sous CE, 5 oct. 2016, n° 380432, *Dr. fisc.*, n° 50, 15 déc. 2016, p. 59-61.
86. « Le régime public des trusts et la vie privée des contribuables », note sous Cons. constit., 21 oct. 2016, *Mme Helen S.*, n° 2016-591 QPC, *Dr. fisc.*, n° 48, 1^{er} déc. 2016, p. 3-4.
87. « Droit moral de l'architecte et ouvrage public : quand la conciliation des compétences juridictionnelles s'impose », note sous TC, 5 sept. 2016, *Jean Nouvel c. Assoc. Philharmonie de Paris*, n° 4069, *JCP G*, n° 43-44, 24 oct. 2016, 1146, p. 1975-1977.
88. « Précisions sur le déclassement d'un site classé », note sous CE, 16 oct. 2015, *M. A. B.*, n° 373850, *RJE*, 2/2016, p. 389-394.
89. « Droit à l'hébergement d'urgence, environnement et référé-liberté », note sous CE, ord., 23 nov. 2015, *Min. Int. et Cne de Calais*, n° 394540, 394568, *Énergie-Env.-Infrastr.*, n° 3, mars 2016, p. 41-46.
90. « De la non exhaustivité de la notice explicative en matière d'enquête publique », note sous CE, 27 févr. 2015, *Synd. mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL)*, n° 382625, *RJE*, 3/2015, p. 531-536.
91. « De la relativité de l'obligation de joindre l'étude d'impact au dossier de demande de permis de construire », note sous CE, 25 févr. 2015, *Cté d'agglomération de Mantes-en-Yvelines*, n° 367335, *RJE*, 3/2015, p. 337-542.
92. « Le schéma régional d'aménagement, un instrument privilégié de développement durable dans l'outre-mer », note sous CE, 5 mars 2014, *Cne de La Possession*, n° 363871, *RJE*, 1/2015, p. 129-135.

93. « Le statut juridique des mesures provisoires d'encadrement du « risque requin » par le prisme de la jurisprudence », note sous TA Saint-Denis de La Réunion, 27 sept. 2012, *Assoc. Sea Shepherd France et a.*, n° 1200779 et 1200800 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 7 juin 2013, *Assoc. pour la protection des animaux sauvages et du patrimoine naturel et a.*, n° 1300707 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 23 août 2012, *Assoc. Sea Shepherd France et a.*, n° 1200748 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 18 avr. 2013, *M. X*, n° 1101090 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 18 avr. 2013, *M. X*, n° 1101196 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 18 avr. 2013, *M. X*, n° 1200016 ; TA Saint-Denis de La Réunion, 19 juill. 2013, *Cne de Saint-Leu*, n° 1300885 ; CE, ord., 13 août 2013, *Min. int. c. Cne de Saint-Leu*, n° 370902 ; CE, 30 déc. 2013, n° 369628, *RJOI*, n° spécial, 2014, p. 162-169.
94. « De l'existence autochtone à la propriété : *agere sequitur esse* », note sous Cour suprême du Canada, 26 juin 2014, *Nation Tsilhqot'in c. Colombie-Britannique*, 2014 CSC 44, *RJE*, 4/2014, p. 718-731.
95. « Le contenu de l'évaluation des incidences dans les zones Natura 2000 précisé », note sous CE, 13 déc. 2013, *Min. écologie, du développement durable, des transports et du logement*, n° 349541, *RJE*, 2/2014, p. 331-340.
96. « Les réponses hésitantes du Conseil constitutionnel sur l'interdiction du recours à la fracturation hydraulique », note sous Cons. constit., 11 oct. 2013, *Sté Schuepbach Energy LLC*, n° 2013-346 QPC, *RJE*, 1/2014, p. 91-106.
97. « Le « risque requin » devant le juge des référés », note sous CE, ord., 13 août 2013, *Min. int. c. Cne de Saint-Leu*, n° 370902, *RJOI*, n° 18, 2014, p. 117-126.
98. Note sous TA Saint-Denis de La Réunion, 18 oct. 2012, *Sté X*, n° 1200855, *RJOI*, n° 17, 2013, p. 237-242.

4.- CHRONIQUES ET INTRODUCTIONS DE RUBRIQUE

99. Chronique « Politiques publiques internes de l'Union » de la *Revue du droit de l'Union européenne* :
- a. Partie « Environnement » :
 - 2016-2019, *RDUE*, n° 2-3, 2020, p. 15-35.
 - 2019-2021, *RDUE*, 2022, à paraître
 - b. Partie « Industrie » :
 - 2016-2019, *RDUE*, n° 2-3, 2020, p. 10-13.
 - 2019-2021, *RDUE*, 2022, à paraître.
100. Introductions à la Rubrique « Mise en perspective » de la *Revue juridique de l'environnement* :
- a. « 45 ans après 1976 : l'environnement, une préoccupation d'intérêt général parmi d'autres... », *RJE*, 4/2021, p. 683-686.
 - b. « La loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique, cent ans après », *RJE*, 3/2019, p. 457-458.
 - c. « Présentation générale », *RJE*, 2/2018, p. 227-228.

5.- POINTS DE VUE

101. « Les pouvoirs publics face à la sécheresse : la guerre de l'eau aura-t-elle lieu ? », *JCP A*, n° 25, 26 juin 2023, 405, p. 2-3.
102. « Crise sanitaire, crise du droit de l'environnement ? », *JCP A*, n° 20, 27 juill. 2020, act. 454, p. 4-5.
103. « Le défi plastique », *Recueil Dalloz*, n° 33, 27 sept. 2018, p. 1815-1816.
104. « De la nécessité d'adapter le droit à la réalité outre-mer : l'exemple du système d'alerte cyclonique à La Réunion », *Bulletin de la Société Française pour le Droit de l'Environnement – Section Caraïbes*, n° 8, août 2018, p. 2-3.

6.- RECENSIONS

105. « C. REGOURD, Ch. RIMBAULT et M. VERPEAUX, Institutions et droit de l'environnement, Collection « Découverte de la vie publique », La Documentation française, 2023 », *RJE*, 3/2023, p. 741-742.
106. « J. GUDEFIN, Le statut juridique de l'eau à l'épreuve des exigences environnementales, thèse en droit, Université Lyon III (Jean Moulin), 2013, 750 p. », *RJE*, 1/2014, p. 196.

7.- AUTRES PRODUCTIONS

107. Rapport, « L'intelligibilité du droit dans les Terres australes et antarctiques françaises », Ministère de l'outre-mer/Terres australes et antarctiques françaises, déc. 2022 [en ligne : <https://taaf.fr/actualite/rapport-sur-lintelligibilite-du-droit-dans-les-terres-australes-et-antarctiques-francaises/> (extrait)].
108. Rapport, « L'évaluation environnementale des PLU », *Les Fiches du Gridauh – L'écriture des Plans locaux d'urbanisme*, déc. 2021 [en ligne : <https://www.gridauh.fr/>] (initialement rédigée par Y. JÉGOUZO).
109. Rapport, « Le cadre juridique des plantes exotiques envahissantes dans la zone océan Indien. Approches nationales et perspectives d'une approche régionale », projet EpiBio-OI, 2017 [non publié].
110. Rapport, « La gestion des espèces exotiques envahissantes dans la zone océan Indien. Analyse comparative du cadre juridique La Réunion (France) – Madagascar », projet e-PRPV, 2015 [non publié] (avec Z. A. F. ANDRIAMAMPIANINA).
111. Rapport, « Le dispositif d'accès et de partage des avantages dans la zone océan Indien. Analyse comparative du cadre juridique La Réunion (France) – Madagascar », projet e-PRPV, 2015 [non publié] (avec Z. A. F. ANDRIAMAMPIANINA).

V.- ACTIVITÉS D'EXPERTISE

06/22 – 10/22 Juriste – Ministère de l'outre-mer : étude sur l'intelligibilité du droit dans les Terres australes et antarctiques françaises

19/10/22 Participation à la table-ronde relative aux documents de planification, Journée de formation de l'Association des Commissaires Enquêteurs de Midi-Pyrénées sur « L'Aménagement du territoire et l'articulation des documents de planification : le SRADDET »

09/17 – 12/17 Chargé de recherche – Juriste – Projet EpiBio-OI (« Épidémiosurveillance et Biocontrôle dans la zone de l'Océan Indien »), Univ. La Réunion : étude des réglementations liées aux plantes exotiques envahissantes dans la zone océan Indien ; participation à l'Atelier régional de biosécurité sur les plantes invasives (27-29 sept. 2017, La Réunion) ; élaboration d'une *Charte de bonnes conduites sur les plantes exotiques envahissantes dans la zone océan Indien*.

05/15 Juriste – Projet FEDER-POCT « Biodiversité » (« Programme Opérationnel de Coopération Territoriale »), Univ. La Réunion : étude des réglementations liées aux espèces exotiques envahissantes dans la zone océan Indien ; participation au séminaire international « Surveillance et Biosécurité dans la Zone Océan Indien » (Afrique du Sud, Comores, France (La Réunion-Mayotte), Madagascar, Maurice (et Rodrigues), Seychelles).

09/14 – 05/15 Juriste – Projet e-PRPV (« Élargissement et Pérennisation du Réseau de Protection des Végétaux »), CIRAD, coord. B. RAYNAUD : étude de droit comparé relative à la lutte biologique à partir du cas de l'aleurode du cocotier (*aleurotrachelus atratus Hempel*) en droits français, malgache et comorien ; mission à Madagascar (févr. 2015) ; participation au séminaire e-PRPV (Comores, France (La Réunion), Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles) (mai 2015, La Réunion).

01/15 Juriste – Projet GERMINATION (« Genetic Resources Management in Actions Towards an Indian Ocean Network »), CIRAD, coord. M. ROUX-CUVELIER : contribution à l'élaboration du *Guide de bonnes pratiques sur l'accès facilité aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages*

tirés de leur utilisation pour la recherche du réseau GERMINATION (Comores, France (La Réunion), Madagascar, Maurice, Rodrigues, Seychelles, Tanzanie (Zanzibar)).

VI.- VULGARISATION DE LA RECHERCHE

- 09/2020** Participation à la table-ronde « Eau, Mers et Océans » lors du 10^e Festival International du Film d'Environnement – FReDD, Thème : « Urgence », Toulouse
- 09/2019** « Présentation des opportunités réglementaires liées à la gestion des déchets », communication lors du Club de l'innovation d'Aerospace Valley, Thème : « Innover avec les technologies spatiales pour une meilleure gestion des déchets », Toulouse
- 09/2013** « Protection de l'environnement : quels enjeux pour les Réunionnais ? », communication lors du 3^e Festival International du Film des Droits de l'Homme de La Réunion, Thème : « Droits de l'Homme et Environnement », La Réunion

VII.- FONCTIONS ADMINISTRATIVES

- 2023 - ...** **Responsable pédagogique de la Licence Parcours Accès Spécifique Santé – mineure Droit (Formation Ouverte et à Distance)**, Univ. Toulouse Capitole
- 2020 - ...** **Responsable du pôle « Droit administratif », Examen d'accès au CRFPA, IEJ**, Univ. Toulouse Capitole
- 2021** **Membre du Comité de sélection d'un maître de conférences en droit public**, Univ. Toulouse 1 Capitole
- 2021 – 2023** **Membre de la Commission Parcoursup**, Univ. Toulouse 1 Capitole
- 2019 – 2021** **Secrétaire de la Conférence d'agrégation**, Univ. Toulouse 1 Capitole
- 2016 – 2017** **Membre du Comité de Pilotage de l'Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien**, Univ. La Réunion
- 2015 – 2017** **Élu au Conseil de centre du Centre de Recherche Juridique (EA 14)**, Univ. La Réunion
- 2014 – 2016** **Élu au Conseil de Faculté de la Faculté de Droit et d'Économie**, Univ. La Réunion, Suppléant

VIII.- AUTRES

A.- RESPONSABILITÉS ÉDITORIALES

- 2021 – ...** **Responsable de chronique**, *Revue juridique de l'océan indien*, Chronique « Jurisprudence administrative française de l'océan Indien »
- 2020 – ...** **Membre du Comité de lecture**, *Revue Droit et Ville*
- 2019 – ...** **Chroniqueur**, *Revue du droit de l'Union européenne*, Chronique « Politiques publiques internes de l'Union », partie « Industrie » et partie « Environnement »
- 2018 – ...** **Évaluateur d'articles**, *Revue juridique de l'environnement*
- 2018 – 2022** **Responsable de rubrique**, *Revue juridique de l'environnement*, Rubrique « Mise en perspective »
- 2014 – 2017** **Membre de l'équipe de traduction français-anglais**, *Revue Juridique de l'Environnement*

B.- CONCOURS

- 2021 – 2022** Sous-admissible au Concours d'agrégation en droit public

2019 – 2020 Sous-admissible au Concours d'agrégation en droit public

C.- VIE ASSOCIATIVE

2023 – ... Expert au sein du Groupe Outre-mer du Comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

2013 – ... Membre de la Société Française pour le Droit de l'Environnement (SFDE)

2021 – ... Président de la Section Midi-Pyrénées de la SFDE

2017 – 2018 Référent « La Réunion » de la Section Caraïbes de la SFDE

2020 – ... Membre du Centre International de Droit Comparé de l'Environnement (CIDCE)

2020 – ... Membre de l'Association des Juristes en Droit des Outre-Mer (AJDOM)

D.- AUTRES ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

2018 – ... **Direction de mémoires**, Univ. Toulouse 1 Capitole

2013 – 2018 **Encadrement d'équipes** lors des 2^e (2013), 3^e (2014), 4^e (2015), 5^e (2016), 6^e (2017) et 7^e (2018) éditions du concours de plaidoirie « La diagonale des juristes », Univ. La Réunion

E.- LANGUES

Français	Langue maternelle	Créole réunionnais	Langue maternelle
Anglais	Lu, parlé, écrit	Espagnol	Lu